



LES ASSURANCES PREMIER ET SECOND DEGRÉS

Textes de références

- R.L.R. 562.2
- Note de service n°85-229 du 21 juin 1985
(BO n°28 du 11 juillet 1985)
- Note de service n°86-217 du 16 juillet 1986
(BO n°29 du 24 juillet 1986)
- Circulaire n° 87-156 du 4 juin 1987
(BO n° 23 du 11 juin 1987)

Principes

Le principe de la gratuité, corollaire de l'obligation scolaire a pour conséquence que l'assurance scolaire n'est pas exigée dans le cadre des enseignements obligatoires.

En revanche, la souscription d'une assurance devient obligatoire dès lors que l'élève participe à des activités facultatives ou extra-scolaires telles que visites, voyages, sorties hors école ou établissement.

En raison du principe de neutralité du service public, les directeurs d'école ou les chefs d'établissement doivent s'assurer de la parfaite égalité de traitement entre toutes les associations de parents qui proposent en début d'année des documents de souscription à l'assurance scolaire.

En aucun cas, ils ne peuvent manier d'argent pour la collecte de fonds.

Application

La loi du 10 août 1943 qui fixait le principe de l'assurance scolaire obligatoire n'est pas entrée en vigueur.

Si le principe de non obligation des assurances scolaires est posé dans le domaine des activités obligatoires, il n'en demeure pas moins qu'il appartient aux responsables pédagogiques d'inviter fortement les familles à souscrire une assurance notamment pour couvrir les risques individuels des élèves ainsi que la responsabilité civile.

Il appartient à chaque individu, chaque famille de souscrire avec l'organisme d'assurance de son choix.

La souscription par les E.P.L.E. d'une assurance est obligatoire pour les élèves en stage en entreprise.

Eléments de réflexion

Concrètement, aucune obligation ne peut être exercée sur le choix des compagnies d'assurances et il faut rester vigilant pour que cette clause soit respectée.

Les établissements du second degré peuvent souscrire des assurances collectives; en revanche les associations agissant en leur sein sont tenues de souscrire une assurance propre.

L'assurance ne peut couvrir que les risques civils mais en aucun cas couvrir la responsabilité pénale. Enfin des accidents peuvent survenir sans que ni la responsabilité de l'Etat, ni celle des agents à titre individuel ne soit engagée. Dans ce cas la prise en charge relève des organismes d'assurances sociales et des mutuelles complémentaires. La part restant à la charge des familles peut être couverte par l'assurance individuelle-accident volontaire.